

COLOMBIE

Eradiquer la pauvreté, négocier la guerre

La pleine jouissance de la sécurité humaine ne peut être garantie alors que la guerre s'intensifie, et que la pauvreté et l'inégalité générées par les politiques néolibérales continuent. Sécurité humaine et droits humains ne peuvent pas être considérés comme contradictoires.

Corporación Región

Alberto Yepes / Rubén Fernández

Les événements du 11 septembre ont introduit un nouvel ordre mondial dans lequel la sécurité est devenue une question clé des politiques nationales et internationales. Cependant, bien que la sécurité soit l'un des biens publics les plus essentiels d'une société, elle a été altérée et réduite à un ensemble de règles et de procédures basées sur la peur et sur la méfiance réciproque, donnant aux forces de sécurité le pouvoir de mettre en place des mécanismes de contrôle social et d'imposer des restrictions aux libertés et garanties publiques et politiques qui sont les fondements même d'une démocratie fonctionnelle.

Un monde plus sûr, en revanche, requiert la reprise de l'idée de sécurité au sens le plus large du terme, comme étant la garantie d'un environnement favorable à la pleine expression de la vie et de la dignité humaines, plaçant les personnes au cœur des politiques publiques. La sécurité s'exprime dans les conditions de la vie quotidienne (nourriture, logement, emploi, santé, sécurité publique) qui profitent à tous les êtres humains, sans discrimination aucune. Certes, l'autorité légalement constituée doit prendre des mesures contre tous les actes criminels qui mettent en danger la vie des personnes, leur sécurité, leur liberté et leurs biens, mais ces mesures ne peuvent pas aller à l'encontre des principes garantissant la jouissance, par tous les êtres humains, de l'ensemble des droits de la personne, à savoir, leur sécurité humaine.

Les milliers de fronts de la guerre civile

La guerre civile, la pauvreté et l'inégalité de plus en plus grande qui enfleurent les droits humains et les libertés publiques, sont les principaux facteurs qui menacent la sécurité humaine en Colombie. Selon la Médiature (Defensoría del Pueblo), « mort violente, perte arbitraire de liberté et inégalité sociale empêchent la majorité des personnes de décider de leur propre avenir et de vivre avec plus que les besoins les plus fondamentaux »¹.

Pendant plus de 40 ans, la Colombie a vécu au milieu d'un conflit armé interne. Ces dernières années, la guerre s'est intensifiée, faisant des milliers de personnes assassinées, mutilées, exilées, déplacées ou portées disparues. L'intervention des Etats-Unis dans la guerre contre la drogue et la soi-disant guerre contre le terrorisme, définie dans le Plan Colombie national, la Politique démocratique de sécurité du Président Álvaro Uribe Vélez et l'attitude belligérante des groupes insurgés, en particulier des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), se sont soldées par l'intensification de certains styles de confrontation militaire ainsi que par de nouvelles violations des droits humains et du droit international humanitaire (DIH), rendant moins probable une solution politique négociée du conflit.

¹ Defensoría del Pueblo. Seguridad y libertades individuales. Bogotá: Alfaomega Colombiana S.A., avril 2003, p. viii.

Aujourd'hui, la Colombie fait face à une grave crise sociale et économique, à cause de l'intensification de plusieurs conflits concomitants. La pauvreté touche 60% de la population, 25% vivent dans l'extrême pauvreté, et 61% de la population active travaille dans le secteur informel². Les déplacements internes forcés ont touché plus de 2,5 millions de personnes. L'exclusion sociale profonde dénie à de larges secteurs de la population leurs droits humains fondamentaux : « Il y a toujours dans le pays près de 1 800 000 enfants (en prenant en compte les nouvelles places scolaires créées en 2003) en dehors du système éducatif »³ et 48% de la population n'ont pas accès aux soins de santé.

La concentration des richesses et du revenu est l'autre côté de cette situation. Les 20% de ménages les plus riches reçoivent 52% du revenu, et gagnent 26,3 fois plus que les 20% les plus pauvres. A la campagne, où 80% de la population sont pauvres et 60% vivent dans l'extrême pauvreté, la concentration de la propriété foncière signifie que 1,1% des propriétaires fonciers possèdent plus de 55% des terres cultivables⁴.

La corruption, le trafic de drogues et la violence en tant que moyens d'accumuler et de dépouiller les personnes de leurs terres et de leurs richesses, ont forgé l'idée de certains membres de l'élite que l'Etat fait partie de leur patrimoine individuel, à mettre au service des intérêts privés d'une poignée de privilégiés. Parallèlement à la guerre civile et au trafic de drogue, la corruption est devenue l'un des problèmes les plus ravageurs qui affectent le pays⁵.

La respiration est menacée

En 2004, l'intervention américaine en Colombie disposera d'un budget d'environ 700 millions de USD, approuvé dans le cadre du budget des opérations à l'étranger du ministère de la Défense⁶. Cette intervention met de larges secteurs des populations rurales, indigènes et afro-colombiennes en situation de danger accru dans les zones où la guerre est déclarée contre les planteurs de coca. Environ 400 000 familles sont soumises aux effets nuisibles de l'épandage aérien de substances toxiques qui affecte la vie et la santé, l'eau, les animaux et les cultures.

Dans le cadre du Plan Colombie, au moins 29 980 personnes ont été expulsées des zones de fumigation, tandis que 2 831 indigènes ont fui leurs territoires et quelque 40 500 membres de communautés afro-colombiennes ont été forcés à partir au cours des neufs premiers mois de 2003, selon un rapport de la Consultation pour les droits de l'homme et les déplacements forcés (Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento Forzado, CODHES). Durant la même période, une population estimée à 20 727 personnes s'est installée dans 45 municipalités le long de la frontière entre la Colombie et les pays voisins, tandis qu'environ 15 000 citoyens colombiens ont cherché refuge en Equateur, au Venezuela et au Panama⁷.

Cette politique antidrogue crée de nouveaux facteurs d'insécurité humaine chez les petits planteurs de coca, étant donné qu'aucune autre alternative de survie ne leur est offerte.

² Garay, Luis. « Políticas Públicas y garantía de los DESC » dans *El Embrujo Autoritario. Primer año de Gobierno de Álvaro Uribe Vélez*. Bogotá : Plataforma Colombiana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (Plate-forme colombienne des droits humains, de la démocratie et du développement), pp. 33-34.

³ Données du ministère de l'Education tirées de : « Este año se abrirán 370.000 cupos ». *Journal El Colombiano*, 18 janvier 2004, p. 6A.

⁴ Garay, *op. cit.*

⁵ Selon les chiffres officiels, la corruption détourne plus de 14,5 milliards de COP (5,385 millions de USD) par an, alors que le budget d'investissements sociaux n'est que de 9 milliards de COP (3,342 millions de USD). Dans « Contra la corrupción ». Editorial. *Journal Diario El pais-Cali*, 13 août 2003.

⁶ « Aprobada Ayuda de Estados Unidos a Colombia ». *Journal El Tiempo*, 8 décembre 2003.

⁷ *CODHES Informa*. No. 46. Décembre 2003.

Politique de sécurité contre libertés publiques

Les effets d'usure et de démoralisation sur les populations civiles des violations fréquentes et graves du DIH commises par toutes les parties armées au conflit, ont fait naître chez le public le désir d'une solution rapide à la guerre, même au prix de restrictions des droits humains. La défaite des organisations de la guérilla et la conquête de la sécurité ont été promues en tant qu'objectifs réalisables à moyen terme par ce que l'on appelle la « Guerre contre le Terrorisme », la Politique démocratique de sécurité, ainsi que l'aide et la coopération américaines⁸.

Cependant, le non-respect des principes de droits humains internationalement reconnus et les abus commis par toutes les parties sont des sources quotidiennes d'insécurité et de terreur dans de larges secteurs de la population. Les guérillas, les groupes paramilitaires et les forces gouvernementales ont continué à perpétrer de graves violations des DIH et des violences contre la population civile. Entre juillet 2002 et juin 2003, 2 501 personnes ont été kidnappées, la plupart par des organisations de guérilla. Dans le même temps, les excès de la politique démocratique de sécurité ont été notoirement plus brutaux chez les secteurs et les communautés les plus pauvres, en milieu rural comme urbain. Les disparitions forcées ont augmenté : de janvier à août 2003, 684 personnes ont été portées disparues, une augmentation par rapport au chiffre de l'année dernière⁹. Les arrestations arbitraires massives ont augmenté à des niveaux alarmants. Le Commandant en chef de la police a reconnu qu'en 2003, 125 000 personnes ont été arrêtées¹⁰. Beaucoup d'entre elles qui avaient été arrêtées sur dénonciation d'informateurs anonymes ont dû être relâchées plus tard, faute de preuves.

L'évaluation par le gouvernement de sa propre politique de sécurité a été positive, soulignant des réalisations telles que la diminution des homicides, des massacres et des enlèvements. Les principales routes du pays sont à présent contrôlées par les autorités, et la Police Nationale a établi une forte présence dans la plupart des municipalités. Toutefois, ces réalisations gouvernementales sont à mettre en contraste avec la militarisation accrue de la société et l'érosion des libertés publiques ratifiées dans plusieurs traités internationaux, ainsi qu'avec l'augmentation des dépenses militaires qui a intensifié la crise financière, alors que l'investissement social, qui promouvrait la reconnaissance des droits économiques et sociaux de la population, ne reçoit pas suffisamment de fonds.

La règle de droit compromise

Les violations des droits ces dernières années ont amené l'organe des droits de l'homme des Nations Unies ainsi que la Commission interaméricaine des droits de l'homme à faire un certain nombre d'observations et de recommandations à l'Etat colombien et aux groupes armés, dans le but de surmonter la crise humanitaire. En juillet 2003, le Panel de Donateurs des pays européens a conditionné l'aide et la coopération à la mise en application des recommandations du Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme¹¹. Sur les 24 recommandations que l'Etat avait promis d'appliquer, 17 n'ont pas été respectées, 7 ont

⁸ La politique démocratique de sécurité prévoit le renforcement des forces de sécurité (de 240 000 à 400 000 membres), la mise en place d'un réseau d'un million d'informateurs payés, coordonné par les forces de sécurité et à leur service, la création de brigades de sécurité des citoyens et l'ajout de 100 000 milices paysannes à l'armée.

⁹ Déclaration d'Ong colombiennes à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, 60^e session, mars-avril 2004.

¹⁰ « Ponen en duda las cifras oficiales sobre muertas y desmovilizados en la guerrilla », *El Tiempo*, 16 septembre 2003.

¹¹ Voir : Oficina en Colombia del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. « Recomendaciones para Colombia 2003 ». Bogotá, mars 2003. www.hchr.org.co

été partiellement exécutées, et des mesures sont prises contre 10 d'entre elles¹². Les groupes armés illégaux (guérilla, forces paramilitaires) ont complètement ignoré les trois recommandations qui leur ont été faites, concernant les enlèvements, les massacres, la protection des civils et, en général, le respect du DIH.

Agissant contre les recommandations du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le gouvernement a envoyé au Congrès un projet de loi de réforme constitutionnelle (voté en décembre 2003) qui ignore les mandats sur les droits humains contenus dans les traités internationaux signés par la Colombie. La Constitution réformée accorde aux forces armées de nouveaux pouvoirs qui leur permettent de détenir des personnes pendant 36 heures, de faire des descentes dans les domiciles, de mettre les téléphones sur écoute et d'enregistrer et d'intercepter les communications, sans mandat, sur la base des accusations des militaires et sans avoir besoin de mener des enquêtes appropriées et impartiales. Les forces armées peuvent également accomplir des fonctions de police judiciaire, y compris l'utilisation de méthodes judiciaires et l'interrogation de suspects.

En outre, près de la moitié des articles de l'actuelle constitution sont en train d'être réécrits, pour prendre en compte la stratégie gouvernementale, dans une tentative de renforcement des pouvoirs présidentiels et de suppression des contrôles judiciaires des actes de l'Exécutif et des forces armées, tout en restreignant l'indépendance des autres pouvoirs étatiques. Les responsabilités étatiques telles que la sécurité, la satisfaction des besoins de base et la justice sont transférées au niveau communautaire, pour que la majorité des ressources publiques puisse être orientée vers le financement de la guerre et le remboursement des créanciers de l'Etat.

L'évènement suprême qui sape la règle de droit, c'est la proposition faite par le gouvernement de réformer le système juridique, en empêchant la protection des droits économiques, sociaux et culturels qui sont invoqués à travers le système judiciaire, supprimant l'injonction (Action de Tutela) et restreignant les pouvoirs du Conseil constitutionnel de prononcer des verdicts qui interfèrent avec les décisions gouvernementales.

Eradiquer la pauvreté, négocier la guerre

Le point de vue adopté par le récent Rapport sur le développement humain national 2003 pour la Colombie, *Understand in order to Transform the Local Roots of Conflict*, présenté par le PNUD, soutient que nous sommes tous des perdants dans la guerre. Le rapport contient également des propositions sur lesquelles des milliers de citoyens et d'institutions colombiens ont été consultés. Celles-ci devraient être prises en considération par les secteurs démocratiques ainsi que par la communauté internationale, dans leurs pressions pour des avancées vers une issue négociée du conflit¹³.

¹² C'est ce qui ressort d'une évaluation effectuée par plus de 150 organisations sociales, syndicales, rurales, ethniques, communautaires, de développement, des femmes, des droits de l'homme et environnementales, et des initiatives de paix participant à trois grands réseaux : l'Alliance de coopération pour la paix et la démocratie, la Coordination Colombie/Europe/Etats-Unis et la Plate-forme pour les droits humains, la démocratie et le développement. « Colombia se raja en derechos humanos ante la ONU ». Voir : www.viaalternativa.com.co/index2.htm

¹³ Ce rapport contient des propositions qui visent à : a) empêcher l'extension du conflit à de nouvelles victimes et régions ; b) réduire le nombre de combattants illégaux et de personnes touchées ; c) prévenir les actes de violence consécutifs aux actions ; d) faire respecter le DIH et les droits de l'homme pendant toute la durée de la confrontation ; e) dédommager les victimes innocentes ; f) punir les personnes responsables de comportements criminels ; g) réduire les effets nuisibles du conflit sur le développement humain ; h) réduire la durée du conflit et mettre fin à l'action armée ; i) s'assurer que la solution finale au conflit est conforme aux normes de justice et nuise le moins possible à, ou ait le meilleur impact possible sur, l'avenir de la Colombie ; et j) obtenir une paix solide et durable, c'est-à-dire la démobilisation des groupes armés et sans que d'autres groupes nouveaux de ce genre émergent pour les remplacer.

Le seul moyen d'assurer la sécurité humaine, la règle démocratique et la paix durable en Colombie, c'est une fin négociée de la guerre, un modèle économique réformé qui inversera le processus d'appauvrissement et de concentration du revenu et des biens de production, la défense et l'extension de la règle de droit, et la création d'un nouveau pacte social qui garantira le bien-être humain, l'emploi et la jouissance des droits sociaux, dans un environnement où les droits de l'homme et la participation démocratique sont pleinement respectés. D'autres exigences sont la réduction du coût du service de la dette nationale grâce à de meilleures conditions, des taux d'intérêts réduits et des calendriers de remboursements plus longs, ainsi qu'une réduction progressive de la dette due à des créanciers privés, afin de disposer de ressources financières pour traiter les besoins sociaux de 60% de la population vivant dans la pauvreté.